

LE TERROIR

REVUE MENSUELLE ILLUSTRÉE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ARTS, SCIENCES ET LETTRES DE QUÉBEC

VOL. VII

QUÉBEC, JANVIER 1927

No 9

Des paroles dignes de l'histoire



L'un des grands incidents, sinon le plus grand, qui ait marqué le mois de janvier, le début de l'année 1927 au cours de laquelle sera célébré le soixantième anniversaire de la renaissance politique du Canada, a été le discours de l'honorable premier ministre de la province à l'occasion du débat sur l'adresse à la Législature.

Nous croyons de notre devoir, à titre d'hommage à l'honorable Monsieur Taschereau, - tant il met bien en relief la forte pensée d'un grand politique ainsi que la courageuse et vigoureuse personnalité de l'orateur, - d'en reproduire l'extrait suivant :

“ Il a été tenu à Londres, tout dernièrement, une grande conférence impériale. Les détails de ce qui s'y est passé ne sont pas encore tous connus, mais depuis lors on parle beaucoup de l'autonomie des Dominions et, paraît-il, la conférence a ajouté à ce que nous avons déjà. Nous sommes des hommes libres, très jaloux de nos libertés, avides d'autonomie, et voulons être les maîtres de nos destinées dans les limites de notre Constitution, qui est un contrat auquel nous sommes partie et que nous avons accepté il y a soixante ans.

“ Quel avenir nous attend ? Je l'ignore, mais je prie les hommes qui nous dirigent à Ottawa, et je suis certain que c'est leur sentiment, de se rappeler que jamais la constitution qui nous régit ne doit être changée sans le consentement de la province de Québec, et de chaque province, exprimé par sa Législature.

“ Nous sommes entrés dans la Confédération à certaines conditions que nous avons cru nécessaires à la sauvegarde de tout ce qui nous est cher : langue, écoles, lois, croyances, autonomie provinciale. Une des clauses du pacte fédéral est que la Constitution canadienne ne peut être changée, dans ses parties essentielles, qu'avec l'assentiment du gouvernement britannique.

“ Je crois cette condition aussi nécessaire, peut-être plus aujourd'hui, qu'en 1867.

“ La province de Québec n'a pas progressé, par le nombre de ses habitants, autant que les provinces de l'Ouest. Et, il est facile d'entrevoir le jour où notre infériorité numérique sera encore plus accentuée. Nous voulons être canadiens avant tout, avoir les meilleurs rapports avec les provinces-sœurs, et contribuer tous ensemble à la grandeur de notre pays, mais nous, Canadiens français, nous sommes un peu à part des autres. Nous avons, en effet, certaines choses à conserver que nous aimons, que nous ne laissons pas périr, que nous n'aimons même pas à exposer au danger.

“ Je pense que la fidélité au lien britannique est nécessaire à notre survivance nationale, que nous devons veiller jalousement à sa conservation et que nous ne sommes pas prêts à donner à une majorité de tout le Canada le soin de dire, si notre province n'y consent, quelle doit être sa constitution future.”

Voilà qui mérite d'être inscrit partout où l'âme canadienne-française aspire à des destinées heureuses et travaille à leur épanouissement. Dans ce domaine supérieur, Monsieur Taschereau n'est-il pas lui-même un noble chevalier, un modèle admirable et un champion redoutable et redouté. On se sent rassuré à lire ces paroles dignes de l'histoire.

Georges MORISSET